

On nous a rebattu les oreilles des mésacquisitions des entreprises, et le chef du NPD a connu un certain succès auprès du public. Il a eu moins de chance aux urnes, ce qui ne m'a pas rendu trop malheureux, mais il recommence à soulever cette question. Il ne jouira pas de la même crédibilité qu'avant. Sans action concertée d'un océan à l'autre, ce parti ne représente pas ceux qui s'opposent à une mésacquisition des entreprises, ce qui préoccupe tous les Canadiens, mais c'en est une à l'échelle nationale, perpétrée à la suite de cette alliance louche entre deux partis, dont aucun n'a reçu un mandat majoritaire et n'a un message pour toute la population, ni un message pour la Chambre au cours de ce débat sur la politique économique.

Nous avons entendu nombre de discours au cours de ce débat et les deux qui me restent le plus à l'esprit sont ceux du député de Don Valley et du député de Qu'Appelle-Moose Mountain. J'ai entendu ce dernier parler en privé derrière le rideau et devant un café; il s'exprime parfois avec éloquence et déborde d'idées. Aujourd'hui, sur un sujet particulièrement compliqué, je puis sans hésitation dire qu'il a parlé très éloquemment. Aucun parti ne possède la solution absolue mais, lorsque le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a parlé, les ministériels l'ont écouté. Cinq des ministres présents l'ont applaudi.

Que dire des autres discours durant les quelques minutes qui me restent? Le député de Verdun (M. Mackasey) et le ministre des Finances (M. Turner) ont dit que nous ne devrions pas faire cette guerre sur le dos des pauvres. C'est ce qui est arrivé dans le cas du chômage, ont-ils dit, et ils n'ont pas l'intention de faire de même cette fois-ci. Qu'est-ce qui est aussi déplorable que le chômage? Songeons à la valeur amoindrie du dollar bloqué des pensionnés, du dollar des travailleurs pauvres et de l'inflation elle-même, qui gruge ces fonds. N'est-ce pas là un mal social tout aussi déplorable que le chômage? Et je songe actuellement à cette euphémisme: «On ne fait pas la guerre sur le dos des pauvres».

Des députés du gouvernement disent que c'est un problème mondial. Pourquoi la Suède a-t-elle des taux d'intérêt de 4 p. 100 et de 5 p. 100 ainsi qu'un taux d'intérêt de dépôt de 3 et de 4 p. 100? Je pense que c'est que la Suède a un gouvernement stable et prend des initiatives dans les domaines économique, fiscal et monétaire. Au Canada, nous avons plus de ressources naturelles que la Suède a jamais rêvé d'en avoir, et pourtant nous réagissons continuellement comme nos amis du Sud. Nous n'avons pas adopté une attitude propre et nous n'avons pas cherché à mettre au point une politique propre.

Le ministre des Finances a parlé des pénuries mondiales et des manques de production. Il a cité une foule de palliatifs destinés à pomper un peu d'argent dans l'écono-

Coût de la vie

mie, mais il n'a jamais mentionné le programme LIFT ou du contingentement d'oeufs et de lait qui entravent la production. Ces éléments sont revenus hanter le gouvernement. Avec cette foule de palliatifs et de pillules, avec aucune ordonnance pour guérir les malaises, on ne peut s'empêcher de se demander si ce n'est pas ce que devrait faire le gouvernement pour aider ceux qui sont dans le besoin, ceux qui n'ont aucun moyen et ceux qui sont à l'extérieur de la majorité de la société.

N'est-ce pas la fonction du gouvernement de venir en aide à ces nécessiteux? Pourquoi le gouvernement devrait-il manifester un faux orgueil à propos d'une fonction qui lui est propre? Le gouvernement prétend que sa fonction normale de prévoir le remède ou le palliatif est destinée à arrêter le progrès du mal. Je soutiens que les fonds que nous avons accordés à l'égard de certaines mesures la semaine dernière ne seront que de la fausse monnaie si le péril de l'inflation n'est pas freiné et jugulé au cours des six prochains mois. Tout ce que nous accorderons à ces nécessiteux sera mangé d'ici six mois ou un an, du train où vont les choses.

Je pourrais m'étendre davantage sur ce sujet, mais en terminant permettez-moi de me reporter à l'éloquent discours du député de Hamilton-Wentworth (M. O'Sullivan). Je ne pourrais commencer à rivaliser avec ses observations, mais il me semble que la situation revient à ce qu'il a laissé entendre. J'aimerais que certains des ministres qui occupent les banquettes ministérielles soient ici mais il se fait un peu tard et le moment est venu de rentrer chez soi.

Si le gouvernement actuel a la volonté de gouverner, et c'est une banalité ou un cliché de le dire, il me semble qu'il existe une différence fondamentale entre se cramponner au pouvoir et exercer le pouvoir. Il n'y a rien de mauvais à exercer le pouvoir. Il appartient au gouvernement d'exercer le pouvoir au nom du peuple. Malheureusement, à l'heure actuelle au Canada, nous avons un gouvernement dirigé par un premier ministre (M. Trudeau) qui possède l'instinct de sa survivance au pouvoir, mais qui a omis d'exercer ce pouvoir. Comme l'a déclaré le député de Hamilton-Wentworth, ce gouvernement réagit, se rétracte et bat en retraite—ce qui ne saurait tenir lieu d'initiative, d'imagination, d'énergie et d'exercice du pouvoir.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Conformément au paragraphe (13) de l'article 26 du Règlement, j'estime que le débat est terminé. Il y aurait peut-être lieu de réciter une prière du soir ou du matin. Je déclare donc la motion adoptée.

La Chambre s'ajourne à 2 heures cet après-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté plus tôt.

(A 5 h 31 du matin, la Chambre s'ajourne à 2 heures cet après-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté aujourd'hui.)